

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Les majoritaires ont des droits, mais les minoritaires
aussi...

Comment les 40 000 militants du « non » socialiste peuvent-ils s'exprimer ?

- International - Europe -

Date de mise en ligne : jeudi 24 février 2005

Démocratie & Socialisme

Il y a eu du mou dans le cordage en matière de démocratie dans le Parti socialiste après le referendum interne. Le débat de l'automne dernier a mobilisé sans doute trente à quarante mille militants, il y a eu 58 000 votants pour le « oui » et 42 000 votants pour le « non ». Ce fut un débat de qualité. Les résultats, même s'il y a eu des difficultés, ont été admis par tous. Quel est le résultat de ce vote en pratique ? Il y a eu du flottement pour en interpreter les conséquences.

En pratique, cela signifie que les partisans du « oui » disposent de tous les moyens du parti pour mener campagne avec la légitimité pleine et entière de celui-ci. Personne ne conteste, en tous cas par Nps, Nm, Fm, ni D&S, qu'il n'y aura, qu'il n'y a qu'une seule campagne du Parti socialiste, en faveur du « oui ».

On a donc pu s'étonner qu'il y ait des menaces de sanction, des remarques désobligeantes contre ceux des 42 000 socialistes qui continuaient à leur niveau, forcément plus modeste, à dire qu'ils voteraient « non ». Ces derniers ne peuvent, certes, en aucun cas s'exprimer avec les moyens, l'audience de la majorité : c'est François Hollande et son secrétariat qui dispose des moyens matériels de faire campagne, des affiches, des médias. Majoritaires et minoritaires ne sont pas sur le même plan, n'ont ni les mêmes droits, ni les mêmes moyens.

Mais ce n'est pas pourtant que les minoritaires sont devenus « sans-droits » et qu'ils sont étouffés, réduits au silence. Ca, ce serait une vieille conception du centralisme bureaucratique, des moeurs que l'on croyait dépassés. Sans parler « au nom du parti », les 42 000 minoritaires, ne peuvent « adjurer leur opinion », ni même la « taire » : ils continuent bien sûr de penser que le « non » serait meilleur pour les salariés, pour la France, pour la gauche et pour l'Europe sociale. Ils vont voter « non », bien sûr. Ce serait incompréhensible d'agir autrement : le parti n'est pas la fin en soi, il est au service des français, il baigne dans la société toute entière, même quand il a tranché en interne, une ligne, une orientation, celle-ci est confrontée à la réalité extérieure, les majoritaires conduisent la politique, mais les minoritaires peuvent, à leur niveau, exprimer ce qu'ils pensent et ressentent. Ils sont membres d'un syndicat, d'une association, d'instance élues, ils peuvent et doivent, avec un tact approprié, continuer de réagir comme leur conscience et leur conviction profonde le leur dicte. D'ailleurs 55 députés socialistes se sont abstenus lors du vote sur la révision de la constitution française.

Curieusement, il y a eu des « mises en garde » assez intolérantes : « celui qui va faire un meeting avec la Lcr, reste avec la Lcr ». Qu'est-ce à dire ? Qu'on ne peut se retrouver à une tribune d'Attac ou de Copernic, où se trouvent des militants et responsables Lcr ? Que dans ce cas-là, on est exclu ou sanctionné, ou mal vu pour « le futur » ? Ce serait sectaire, n'oublions pas que le 21 avril 2002, la Lcr et son allié, Lo, ont obtenu 2,9 millions de voix.

« Allez à des réunions socialistes, uniquement socialistes » : qu'est-ce à dire, qu'on ne peut plus aller aux réunions de la Cgt ? Ni à Fo ? Ni à la Fsu ? Ni à l'Unef ? La majorité de la gauche et la majorité des syndiqués de ce pays sont pour le « non », les minoritaires socialistes doivent-ils couper les ponts avec leur milieu, leurs associations, leurs syndicats pendant quatre mois ? « Il faut tout faire pour la victoire du « oui » car notre parti est engagé » : certes, mais ne doit-on pas aller manifester les 18-20 janvier, le 5 février, les 11 et 15 février, le 10 mars prochain, même si on sait que chacune de ces manifestations nourrit le « non » ?

Doit-on se priver de prêcher une grève générale privée et publique, le lundi 16 mai, lundi de Pentecôte que Chirac et Raffarin veulent nous voler ? Pourtant le vote pourrait avoir lieu le 22 mai, tellement le pouvoir craint que le temps joue contre lui ?

Toutes ces questions démontrent que « l'histoire réelle est plus complexe que l'histoire projetée » et que même si quelqu'un voulait imposer une vision étriquée du centralisme démocratique, il n'y parviendrait pas. On ne peut

Comment les 40 000 militants du « non » socialiste peuvent-ils s'exprimer ?

empêcher des minoritaires d'agir, de respirer, d'inspirer, les chasses aux sorcières, c'est terminé, les conceptions étroites et fermées des partis, c'est terminé aussi.

D'autant qu'il y a eu pire et plus grave : quand Michel Rocard affirme qu'il soutient la loi Fillon sur les retraites, qu'il critique les 35 h par la loi, qu'il estime que « le gouvernement Raffarin a fait un parcours sans faute », que « l'Europe fédérale est devenue impossible » et que « le capitalisme a gagné », que lui arrive t il ? Il est nommé tête de liste aux européennes... Ce qui n'arrive pas à des militants de la gauche du parti, autrement engagés dans la défense des droits des salariés ou favorable depuis toujours à une Europe fédérale, au Smic européen, ou aux 35 h.. Alors, oui, il y a eu problème, ou il a failli y en avoir, lorsqu'on a entendu début février, des voix disant que « les socialistes qui s'expriment pour le « non », c'est choquant » : mais ceux-là n'ont jamais trouvé « choquants » les propos de Rocard. Ni ceux de Dominique Strauus-Kahn qui écrivit, en pleine campagne des régionales, en mars 2004, qu'il fallait en France des « réformes douloureuses mais nécessaires » comme celle de Tony Blair et de Schroeder...

Les minoritaires qui se sont exprimés, et j'en suis, ont précisé qu'ils ne parlaient pas au nom du Parti socialiste et rappelé quelle était la décision majoritaire de celui-ci, nous l'avons fait sans ostentation, ni provocation, mais en citoyen conscient, en militant syndical ou d'Attac... C'est ainsi que j'ai parlé à Fontenay sous Bois, le lundi 7 février devant 6 à 700 personnes en compagnie de Francine Bavay, Francis Wurtz, Yves Salesse, Alain Krivine, Jacques Nikonoff, Michel Angot, Clémentine Autain. Cela ne valait vraiment pas des menaces archaïques à peine voilées dans la presse ni au Bureau national. « Exclure » ou menacer des partisans du « non », cela aurait divisé la gauche - et pas seulement le parti - plus qu'il ne le fallait. Il ne faut aucun anathème entre les « oui de gauche » et les « non de gauche » : il y a divergence sur la consigne de vote, mais tous sont pour l'Europe sociale, n'est-ce pas ?

Heureusement, finalement, la direction du Parti socialiste semble avoir tranché qu'il valait mieux mener campagne en positif pour le « oui », que de vilipender les partisans du « non ». J'espère que ce n'est pas pour différer sous d'autres formes des sanctions. C'est mieux pour l'avenir : car il faudra tous se retrouver quelque soit le résultat de vote du referendum de mai, ensemble à gauche, pour les échéances qui en découleront.

Gérard Filoche